

# «L'Europe fait-elle preuve d'angélisme au Proche-Orient?»

Par Emmanuel Navon | Mis à jour le 24/04/2019 à 19:06



Des Palestiniens entre la bande de Gaza et Israël. MOHAMMED SALEM/REUTERS

**FIGAROVOX/TRIBUNE - Une lettre ouverte publiée dans *The Guardian* par d'anciens ministres français critique le plan de paix américain au Proche-Orient. Emmanuel Navon explique au contraire que l'administration Trump ne semble pas se diriger vers une répétition des erreurs du passé, et qu'il faut saluer sa politique.**

---

*Emmanuel Navon est maître de conférences en relations internationales à l'Université de Tel-Aviv et au Centre interdisciplinaire de Herzliya, chercheur à l'Institut de Jérusalem pour la Stratégie et la Sécurité (un think tank de politique étrangère) et au Forum Kohelet (un think tank de politique publique qui a, entre autres, conçu et promu la loi Israël État-nation). L'auteur est par ailleurs analyste pour la chaîne i24news, et consultant pour Elnet.*

---

Le tant attendu plan de paix américain pour le Proche Orient n'a pas encore été dévoilé que d'anciens dignitaires européens «mettent en garde» les États-Unis sur son contenu. Une lettre ouverte publiée dans *The Guardian* et signée par d'ex-premiers ministres et ministres des affaires étrangères européens (dont Jean-Marc Ayrault et Hubert Védrine) insiste pour que le plan de paix inclut un État palestinien dans les lignes d'armistice de 1949 avec des changements territoriaux mineurs et mutuellement agréés ; une division de Jérusalem ; et une «solution juste» au problème des réfugiés palestiniens. L'ancien ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud, a décrété que le plan de Trump a 1% de chances de succès précisément parce qu'il est «très proche de ce que veulent les Israéliens.»

Ces sermons Européens proférés aux Américains rappellent la «Déclaration de Venise» de 1980, dans laquelle la CEE enjoignait les États-Unis d'inclure l'OLP aux accords de Camp David de 1979 entre Israël et l'Égypte. Ce conseil fut suivi, et il produisit les Accords d'Oslo en 1993. Tandis que les Accords de Camp David ont engendré une paix froide mais durable entre Israël et l'Égypte, les Accords d'Oslo se sont soldés par un échec sanglant. Non seulement les Européens persistent et signent avec un modèle qui a échoué, mais ils passent outre le fait que ce modèle a été rejeté à deux reprises par Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité palestinienne.

---

***Les Palestiniens refusent d'abandonner le soi-disant «droit au retour» qui accorderait aux descendants des 600000 réfugiés arabes de 1948 le droit de s'installer en Israël et d'en devenir citoyens.***

---

En septembre 2008, le Premier Ministre israélien Éhoud Olmert proposa à Abbas un État palestinien sur la totalité de la Bande de Gaza et de la Judée-Samarie/Cisjordanie (avec une annexion de 5,8% par Israël mais compensée par un territoire de taille équivalente pour l'État palestinien); la division de Jérusalem entre deux États avec une souveraineté partagée sur le Mont du Temple/Esplanade des Mosquées; l'acceptation par Israël d'un nombre symbolique de réfugiés palestiniens dont le «droit au retour» devait s'appliquer à l'État palestinien avec un fond international pour compenser les réfugiés (juifs et arabes) de 1948. Abbas n'accepta pas la proposition. Le gouvernement Olmert était certes un gouvernement sortant. Mais si Abbas avait apposé sa signature à un accord de principe, celui-ci eût engagé le prochain gouvernement israélien.

En février 2014, le Secrétaire d'État américain John Kerry proposa un plan de paix similaire, bien que moins précis. Le Président Obama ne parvint pas à convaincre Abbas d'accepter la proposition lors de leur réunion à la Maison blanche le 16 mars 2014. Ces deux rejets par Abbas s'ajoutent à trois précédents historiques: 1) Le plan de partage de la Commission Peel en 1937 (accepté par les Juifs, rejeté par les Arabes); Le plan de partage de l'ONU en 1947 (accepté par l'Agence juive, rejeté par la Ligue arabe); 3) Les paramètres de Bill Clinton en décembre 2000 (acceptés par le gouvernement israélien avec des réserves, rejetés par Yasser Arafat).

Affirmer que la sixième tentative sera la bonne défie la logique et occulte un fait fondamental: les Palestiniens refusent d'abandonner le soi-disant «droit au retour» qui accorderait aux descendants des 600000 réfugiés arabes de 1948 le droit de s'installer en Israël et d'en devenir citoyens. Ce nombre de descendants s'élevant à 5 millions d'après l'UNRWA, le droit au retour mettrait fin à l'existence d'Israël en tant qu'État-nation et est donc incompatible avec une solution de deux États.

Les entités politiques créées au Proche Orient par la Grande-Bretagne et la France après la Première Guerre mondiale (Iraq, Transjordanie, Palestine, Syrie, et Liban) et par l'Italie en Afrique du nord (Libye) furent arbitraires et artificielles. Ces entités devenues États ont pour la plupart imposé après le mal nommé «printemps arabe» sous le poids des guerres civiles. Pour une majorité d'Israéliens, établir dans ce contexte un autre État arabe artificiel et défailant qui surplomberait Tel Aviv du haut des collines de Samarie relève de la folie.

---

## ***La réalité est donc autrement plus complexe qu'un choix binaire et imaginaire entre paix et colonies.***

---

Non pas que les Israéliens soient aveugles au fait que deux peuples habitent la même terre et que, donc, le choix est entre deux États-nation et un État binational. C'est justement parce que les Palestiniens rejetèrent le compromis de Clinton 2000 qu'Israël décida de se séparer d'eux unilatéralement en commençant par la Bande de Gaza en 2005. Le résultat fut désastreux: des milliers de missiles tirés vers Israël, des dizaines de tunnels creusés sous sa frontière, et trois guerres avec Hamas. D'où le trilemme d'Israël: 1) Un compromis n'est pas possible tant que les Palestiniens insistent sur le «droit au retour;» 2) Une annexion n'est pas envisageable car elle ferait d'Israël un État binational; 3) Un retrait unilatéral de la Judée-Samarie/Cisjordanie démultiplierait les conséquences désastreuses du retrait de Gaza.

La réalité est donc autrement plus complexe qu'un choix binaire et imaginaire entre paix et colonies. Et cette réalité complexe inclut le fait qu'il y a deux entités palestiniennes séparées physiquement et politiquement: l'Autorité palestinienne contrôlée par l'OLP, et la Bande de Gaza sous le régime du Hamas. Les nombreuses tentatives de réconciliation entre le Hamas et l'OLP ont échoué. Comment ces frères ennemis pourraient-ils gouverner ensemble deux territoires destinés à la scission politique à l'instar du Pakistan et du Bangladesh? Le Hamas a fait de la Bande de Gaza une Somalie méditerranéenne. Quant à Abbas, élu pour la dernière fois en 2005 et perçu par les Palestiniens comme un «collaborateur,» il n'a plus de légitimité politique.

Le fait que l'Administration Trump ne semble pas se diriger vers une répétition des erreurs du passé devrait être salué plutôt que condamné. Les Européens ne seront pas crédibles sur le conflit israélo-palestinien tant qu'ils seront figés dans un dogme à l'image des frontières linéaires et arbitraires qu'ils imposèrent il y a un siècle à l'Orient compliqué.

Emmanuel Navon

### Contenus sponsorisés

---

([https://round-table.co.il/?p=11349&utm\\_source=taboola&utm\\_medium=cpc&utm\\_campaign=2061926&utm\\_term=lefigaro-lefigaro&utm\\_content=199479492](https://round-table.co.il/?p=11349&utm_source=taboola&utm_medium=cpc&utm_campaign=2061926&utm_term=lefigaro-lefigaro&utm_content=199479492)).

**הסלב שהוציאה דרכון פורטוגלי ודאגה לקריירה הבינלאומית שלה**